

LE NORD CANADIEN

LES MINES «UNITED KENO HILL»: LE RALENTISSEMENT DE LA PRODUCTION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Erik Nielsen (Yukon): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration? (*Applaudissements*)

L'hon. M. Greene: Soyez le bienvenu.

M. Nielsen: Je n'ai pas, comme le ministre du Nord canadien, un appareil Jetstar pour assurer mes déplacements; cela me prend donc plus longtemps. Puis-je poser une question au ministre de la Main-d'œuvre? Quelle mesure le gouvernement entend-il prendre... Il n'est plus là.

M. MacEwan: Un autre remaniement du cabinet.

M. Nielsen: Puis-je poser une question au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et espérer une réponse? Quelle mesure le gouvernement entend-il prendre pour empêcher le ralentissement annoncé ou le prochain arrêt—que provoqueraient des prix de revient montant sous la poussée inflationniste—des travaux d'exploitation du complexe minier *United Keno Hill*? Cette décision toucherait directement 2,000 personnes, quatre collectivités du Yukon et 20 p. 100 de la production canadienne de minerai d'argent.

L'hon. Arthur Laing (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, je suis d'abord porté à dire «bienvenue chez nous». Quant à la déclaration de M. Fraser au sujet de *Keno Hill*, le député reconnaîtra avec moi, je crois, que si on l'étudie attentivement, l'interprétation fort pessimiste qu'en ont donnée certaines personnes au Yukon et ailleurs ne se justifie guère. La déclaration attribuée à une personne de la compagnie hier, selon laquelle on espérait que la mine reste ouverte, est, je compte bien, beaucoup plus près de la réalité. Nous faisons enquête et nous demandons des explications sur la déclaration de M. Fraser. J'espère que nous pourrions élucider cette affaire qui, à mon avis, était une manifestation d'optimisme faisant suite à la prédiction plutôt sombre qui avait d'abord été faite.

LES DROITS D'AUTEUR

L'APPLICATION DE LA LOI AMÉRICAINE AUX ÉDITEURS CANADIENS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Je voudrais poser au ministre de l'Industrie et [M. Brown.]

de la Production de défense une question qui intéresse nombre de Canadiens. Le ministre peut-il nous renseigner sur les dernières modifications à la loi américaine sur le droit d'auteurs en ce qui touche les imprimeurs et éditeurs canadiens?

M. l'Orateur: A l'ordre. Les questions de ce genre devraient être inscrites au *Feuilleton*.

LA HOUILLE

DEMANDE DE RENCONTRE AVEC UN PRÉSIDENT DE SYNDICAT

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Donald MacInnis (Cap-Breton-Sud): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au premier ministre s'il a l'intention d'accéder à la demande du président des MUA et, si oui, quand a-t-il l'intention de s'entretenir avec lui?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, au pied levé, je ne saurais me souvenir de l'objet de la demande.

M. MacInnis: Puis-je poser une question complémentaire? Dois-je comprendre que le premier ministre n'a pas reçu de lettre lui demandant une entrevue au sujet de l'industrie de la houille en Nouvelle-Écosse? Le premier ministre veut-il laisser entendre à la Chambre qu'il n'a pas reçu de lettre à cet effet?

Le très hon. M. Pearson: Si le député cessait d'employer des sigles, je le comprendrais peut-être plus facilement. Cette question est à l'étude.

M. MacInnis: Une autre question complémentaire. Dois-je comprendre d'après ce que dit le premier ministre que malgré ce qui se passe...

Des voix: A l'ordre.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. La parole est au député de Cap-Breton-Sud.

M. MacInnis: Monsieur l'Orateur, dois-je comprendre, d'après ce que dit le premier ministre, que malgré ce qui se passe actuellement en Nouvelle-Écosse il ne connaît pas le sigle MUA?

Le très hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, je le connais. Si le député n'avait pas marmonné le sigle, j'aurais pu le saisir.